



Chambly, 14 novembre 2018

A l'attention
Des membres du Comité permanent de la condition féminine
FEWO@parl.gc.ca

De la part de
Hélène Langevin
Maison Simonne Monet-Chartrand
Chambly, Montérégie

Objet : les grands besoins des maisons d'hébergement pour femmes violentées

Chères et chers membres du Comité permanent de la condition féminine,

Nous comprenons que le Comité mène un *examen sur le réseau de refuges et maisons de transition qui desservent les femmes et leurs enfants affectés par la violence faite aux femmes et la violence par un partenaire intime* et que le Comité va se pencher sur:

- L'écart actuel entre le nombre de lits requis et le nombre de lits offerts dans les refuges et les maisons de transition;
- Les programmes fédéraux existants et le financement des refuges et des maisons de transition; et
- Les solutions possibles pour combler l'écart entre les besoins et l'offre.

Je vous écris au nom de la Maison Simonne Monet-Chartrand. Nous sommes une maison d'hébergement de 12 lits au permis, située à Chambly en Montérégie. Nous desservons principalement des femmes et leurs enfants violentés et des femmes en difficulté. L'année dernière, nous avons desservi plus de 100 femmes et autant d'enfants. Malheureusement, nous avons refusé 76 demandes en raison du manque de place disponible au moment de l'appel.

Selon nous, les maisons d'hébergement ne reçoivent pas un financement équitable d'une province et d'un territoire à l'autre. Dans notre cas, nous n'avons eu aucune augmentation de nos subventions depuis 10 années. Le travail que nous accomplissons est essentiel ; les vies de femmes et d'enfants sont littéralement en jeu. Nous offrons plus qu'un simple refuge contre la violence, même si c'est un aspect très important. Comme vous le savez, au Canada, une femme est tuée par son partenaire ou ex partenaire tous les 6 jours. En plus de garantir la sécurité des femmes et des enfants, nous offrons également des services destinés aux femmes dans une perspective d'intersectionnalité, aux aînées, aux femmes à mobilité réduites, aux femmes immigrantes par le biais de services externes également. Nous ne cessons de développer notre

offre de services pour l'adapter aux besoins de ces femmes et enfants et devons investir un temps fou pour faire des miracles car le financement de ces services ne sont pas tenu en compte au niveau de notre financement à la mission globale. Pendant que nous cherchons de l'argent pour maintenir nos services, nous ne sommes pas près de notre clientèle pour les soutenir dans leurs démarches.

Nous vous faisons part des recommandations suivantes :

- Étant donné que la violence faite aux femmes persiste à un niveau épidémique, les refuges et maisons de transition pour les femmes et leurs enfants violentés doivent être reconnus comme un service essentiel.
- Les refuges et maisons de transition sont présentement gravement sous-financés. Nous recommandons une augmentation significative et durable du financement de base. Ce financement devrait hausser le nombre de lits et de maisons d'hébergement disponibles, mais il doit également inclure la dotation en personnel et la fourniture de services. Bâtir une maison d'hébergement sans la doter du personnel nécessaire n'est pas utile.
- Nous appuyons l'appel d'Hébergement femmes Canada en faveur d'un Plan d'action national, le gouvernement du Canada devrait développer un Plan d'action national aligné sur les recommandations des Nations Unies. Ce Plan d'action national, comme la Stratégie nationale sur le logement, devrait impliquer le gouvernement fédéral de même que les gouvernements provinciaux et territoriaux. Au Canada en 2018, chaque femme devrait avoir accès à des services comparables, où qu'elle vive au pays.
- Nous appuyons également l'avis qui vous a été envoyé par la FMHF, qui réclame un rehaussement important du financement à la mission globale pour nos organismes qui ont perdu 20% de leur financement en 15 ans faute d'indexation à la hauteur des frais d'exploitation,
- Nous appuyons finalement les recommandations de la FMHF.

Nous invitons les membres du Comité à visiter notre maison d'hébergement si vous êtes de passage dans notre région et/ou à nous contacter par téléphone si vous avez des questions ou aimeriez avoir des précisions sur le travail que nous réalisons.

Sincèrement,



Hélène Langevin, directrice générale
Maison Simonne Monet-Chartrand
450-658-9780 poste 223

Cc : Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec et le député de Chambly

Cc : Matthew Dubé, député néodémocrate à la Chambre des communes du Canada et député de Chambly—Borduas

Cc : FMHF mhsenay@fedeqc.ca